

## CDAS du 28 mars 2017 : Liminaire

Monsieur le Président,

Réunie en congrès à Arras du 13 au 17 mars dernier, la **Fédération Générale des Fonctionnaires FO** a rappelé son opposition à toute tentative de création d'un établissement public en charge de l'action sociale ministérielle et interministérielle, en vue de transformer un élément statutaire en simple "comité d'entreprise". Ceci conduirait non seulement à une dilution de l'Action Sociale Ministérielle et Interministérielle dans un seul Etablissement Public, mais remettrait en cause la participation des agents à la définition de leur action sociale.

**FO FINANCES** a pensé voir le pire avec le projet de loi de finances 2016 (PLF) qui a entériné le "casse du siècle" de l'action sociale, -30 Millions d'euros ! Or, force est de constater que le PLF 2017 n'a rien à envier à son prédécesseur. Le budget 2017 est inférieur à celui 2016, alors même que le ministre dans son discours lors du Comité technique Ministériel du 6 octobre 2016 mettait un point d'honneur à la préservation de l'action sociale ministérielle : *"Le budget 2017 garantit à cet égard un niveau élevé et inchangé de prestations pour les agents de Bercy. Le champ des prestations et des bénéficiaires restera intégralement maintenu"(sic)*. Vous pourrez toujours nous opposer que la baisse des effectifs a une incidence sur les montants alloués aux départements, toutefois une revalorisation de l'enveloppe par agent pourrait corriger cette baisse lente mais réelle.

**Pour FO FINANCES, cette situation est inacceptable! Ce double discours fait peser de lourdes craintes sur l'avenir de l'action sociale dans notre ministère.**

Dans ce contexte, pour **FO FINANCES**, cela ne laisse présager ni amélioration, ni nouvelles prestations pour les agents. Nous le vérifions aujourd'hui avec le projet de budget local qui nous est proposé. -1068 euros par rapport à 2016. Il est désormais impossible de choisir un spectacle de Noël tel que nous le faisons encore il y a quelques années sans faire l'impasse sur les autres postes du crédit d'actions locales et principalement les sorties familiales proposées.

**FO FINANCES** reste attachée à la restauration collective et rappelle qu'elle participe au bien être des agents au travail et à leurs conditions de travail. Alors qu'au moins deux de nos restaurants sont sur la sellette, les représentants **FO FINANCES** affirment qu'il appartient aux directions de trouver une solution de remplacement, en concertation avec les principaux intéressés, sans pour autant sacrifier à une alimentation de qualité dans un cadre permettant d'effectuer sa pause en toute sérénité.

C'est d'ailleurs ce qui a été rappelé par le Secrétariat Général lors du groupe de travail CNAS Restauration du 1<sup>er</sup> mars 2017. Il a indiqué qu'avant de prendre toute décision de fermeture de restaurants, il était primordial de dialoguer avec les représentants localement pour trouver des solutions alternatives ou pérennes.

C'est pourquoi, les représentants **FO FINANCES** souhaitent avoir le plus tôt possible toutes informations sur les projets locaux en la matière.